

Asie du Sud-Est

— Coopération stratégique entre le Japon et l'Asie du Sud-Est pour une prospérité partagée

L'Asie du Sud-Est, avec des taux de croissance constamment élevés ces dernières années et une population de 620 millions d'habitants, fait l'objet d'attentes de plus en plus grandes en tant que centre de la croissance économique mondiale. La région revêt également une importance grandissante pour le Japon avec l'approfondissement des relations économiques qui accompagne l'évolution de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) vers l'établissement de la communauté de l'ANASE en 2015.

Le maintien d'une croissance économique durable en Asie du Sud-Est nécessitera la création d'un ensemble de cadres pour le développement des infrastructures et des ressources humaines, ainsi que pour attirer les investissements d'autres régions du monde. De plus, la région doit encore relever de nombreux défis, notamment la réduction des écarts de développement aux niveaux régional et national, la prévention des catastrophes et les problèmes environnementaux.

La JICA déploie une aide pour la croissance économique durable des pays d'Asie du Sud-Est ainsi que pour répondre aux problèmes divers et aux besoins en pleine mutation de ces pays. La JICA continuera de mener des activités visant à renforcer les liens stratégiques entre le Japon et l'Asie du Sud-Est afin qu'ils puissent prospérer ensemble.

Stratégies clés de l'aide

Soutien à la croissance économique, promotion d'un développement inclusif, aide au Myanmar, initiatives pour les nouveaux problèmes et les problèmes régionaux

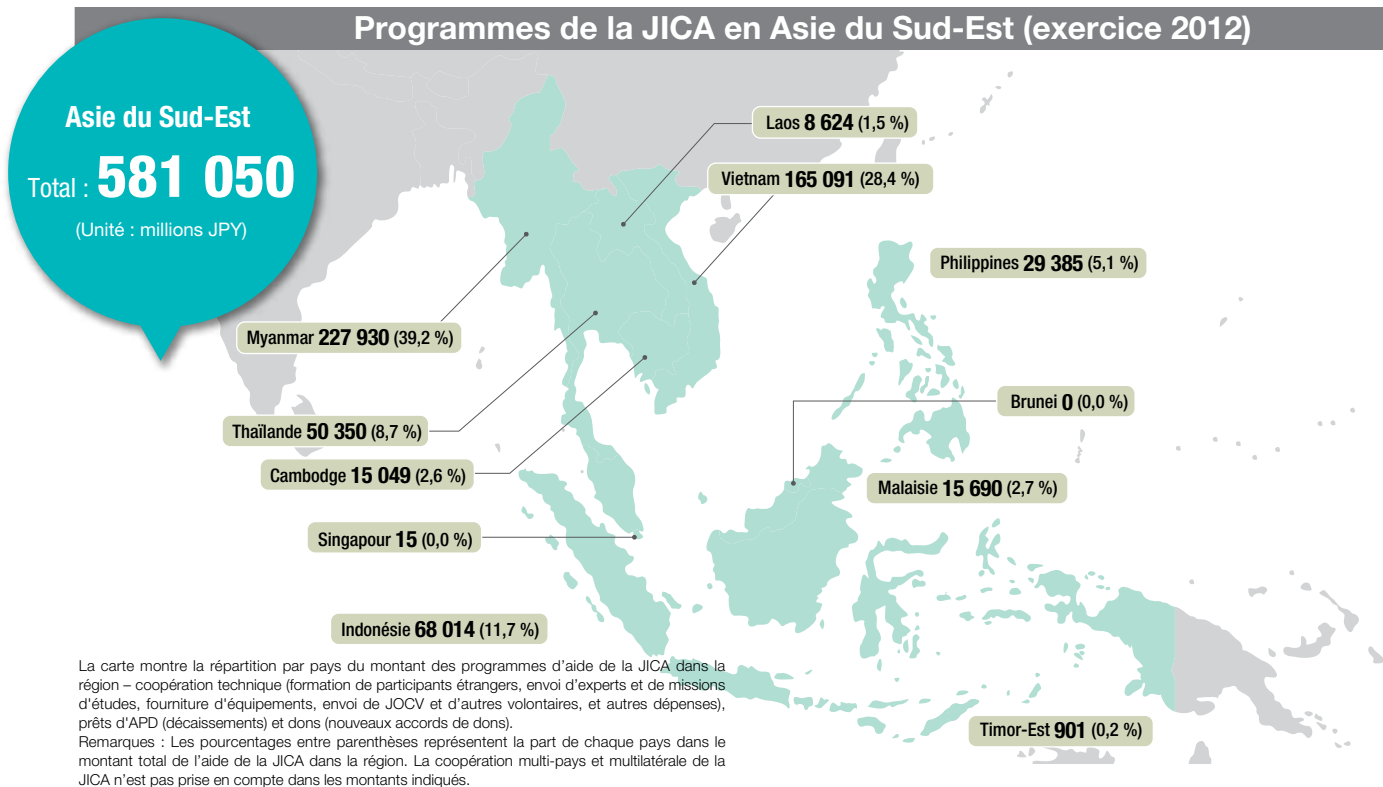
● Soutien à la croissance économique

De nombreux problèmes doivent être résolus afin de permettre aux pays fondateurs de l'ANASE (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) de maintenir leur croissance économique sans tomber dans ce que l'on appelle le piège du revenu moyen*. Par exemple, il est nécessaire de mettre l'accent sur les industries à forte valeur ajoutée et de prendre des mesures en appui à la croissance et à l'efficacité de la communauté de l'ANASE. Pour réaliser ces objectifs, il faudra soutenir le développement des infrastructures, entretenir un climat favorable aux investissements et encourager le développement des industries auxiliaires. Il convient également

de travailler sur ces questions pour assurer la croissance économique continue des nouveaux pays membres de l'ANASE (Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam). Dans ces domaines, la JICA s'engage dès le stade de l'élaboration des politiques et des schémas directeurs. La JICA apporte également une aide aux projets de développement et à l'amélioration du climat des investissements du point de vue institutionnel.

Mais le développement des infrastructures avec les seuls fonds du secteur public est insuffisant pour maintenir une croissance économique solide en Asie du Sud-Est. La croissance a également besoin de projets de développement s'appuyant sur des partenariats public-privé (PPP) et d'autres

Programmes de la JICA en Asie du Sud-Est (exercice 2012)



La carte montre la répartition par pays du montant des programmes d'aide de la JICA dans la région – coopération technique (formation de participants étrangers, envoi d'experts et de missions d'études, fourniture d'équipements, envoi de JOCV et d'autres volontaires, et autres dépenses), prêts d'APD (décaissements) et dons (nouveaux accords de dons).
Remarques : Les pourcentages entre parenthèses représentent la part de chaque pays dans le montant total de l'aide de la JICA dans la région. La coopération multi-pays et multilatérale de la JICA n'est pas prise en compte dans les montants indiqués.

ressources du secteur privé. En Asie du Sud-Est, la JICA déploie une aide pour l'établissement des systèmes nécessaires à la promotion des projets en PPP. Les fonds du secteur privé et des partenariats plus solides avec les activités des entreprises, notamment celles des PME, sont utilisés pour soutenir le développement régional. De plus, la JICA encourage la construction et le renforcement des fondations pour les activités du secteur privé.

Désireuse d'utiliser les connaissances et les technologies japonaises, la JICA s'appuie sur une collaboration avec la société civile, les gouvernements locaux, les secteurs privés, les universités et d'autres partenaires. Une aide est également prévue pour les problèmes émergents de la région, en tirant parti des connaissances et des technologies des pays qui ont dû faire face à des problèmes similaires dans un passé récent.

* Situation dans laquelle un pays qui a surmonté la pauvreté et atteint un niveau de revenu intermédiaire perd sa compétitivité à cause, entre autres raisons, de la hausse des salaires.

● Promotion d'un développement inclusif

Bien que le nombre de personnes disposant d'un niveau de revenu moyen à élevé soit en progression en Asie du Sud-Est, l'accroissement des disparités régionales et au sein des pays est préoccupante. Les actions

visant à éliminer ces disparités seront essentielles pour maintenir la croissance et la stabilité en Asie du Sud-Est. C'est pourquoi la JICA offre une aide pour l'éducation de base, la gouvernance, la santé, l'agriculture, l'approvisionnement en eau salubre et d'autres domaines. Les autres activités comprennent une aide aux groupes ethniques minoritaires du Myanmar et le renforcement des capacités des institutions gouvernementales pour la consolidation de la paix dans la région de Mindanao, aux Philippines. Le Timor-Est espère adhérer rapidement à l'ANASE. La JICA propose une aide pour réduire les écarts de développement dans la région, fournir une éducation, renforcer la connectivité et accomplir des progrès dans d'autres domaines.

Les mesures de prévention des catastrophes ont également un rôle important à jouer pour maintenir la croissance économique en Asie du Sud-Est. Lorsqu'une catastrophe se produit, la JICA fournit une aide humanitaire et un soutien durant les phases de rétablissement et de reconstruction. Ses activités comprennent également l'évaluation des risques liés aux catastrophes naturelles, l'élaboration des plans pour la préparation et la réponse aux catastrophes naturelles, et l'établissement de systèmes d'alerte précoces. En outre, la JICA envisage l'utilisation de crédits standby pour répondre aux besoins financiers après les catastrophes.

Étude de cas ANASE Activités de l'ANASE pour les industries et la gestion des catastrophes

Collectes d'informations et études de vérification par zone pour l'évaluation des risques de catastrophes dans les zones à forte concentration d'industries et la planification de la continuité des activités

La région de l'ANASE est fréquemment touchée par des inondations, des pluies torrentielles et d'autres catastrophes naturelles. Typhons et cyclones produisent chaque année des inondations et d'autres problèmes aux Philippines, le long de la côte de la baie du Bengale dans l'océan Indien et dans le delta du Mékong. La région de l'ANASE est également très vulnérable face aux séismes et aux tsunamis.

Pour renforcer la capacité de la région de l'ANASE à faire face aux catastrophes naturelles, l'accord de l'ANASE sur la gestion des catastrophes et les interventions d'urgence (AADMER) a été établi en décembre 2009. Actuellement, la JICA soutient les activités du comité de gestion des catastrophes de l'ANASE en se basant sur le programme de travail de l'AADMER, un plan d'action concret en conformité avec l'accord.

Les catastrophes naturelles massives ont un impact sur la vie des populations, mais elles affectent également de plusieurs façons les activités du secteur privé, ce qui influe sur l'économie au niveau national et régional, voire international. En 2011, le grand séisme de l'est du Japon et les inondations massives dans le bassin du fleuve Chao Phraya ont clairement montré l'ampleur de ces impacts économiques. Les entreprises répondent à ce risque en préparant leurs propres plans de continuité des activités. Cependant, les actions des entreprises au niveau individuel ont une portée limitée face aux catastrophes majeures susceptibles d'interrompre le fonctionnement des infrastructures publiques de toute une région, notamment l'électricité, l'eau et les transports.

Les gouvernements nationaux et locaux, qui administrent les zones où sont situées les grappes industrielles, doivent coopérer avec le secteur privé pour examiner et évaluer l'exposition au risque de catastrophes dans ces zones. Ensuite, des mesures de gestion des catastrophes telles que les mesures pour la préparation aux catastrophes, doivent être examinées et mises en place pour faire face à ces risques.

Le renforcement de la gestion des catastrophes dans les zones de l'ANASE à forte concentration d'industries améliore la résilience des économies

régionales face aux catastrophes naturelles. Ces actions bénéficient également au Japon, qui entretient des liens économiques étroits avec la région, et aux entreprises japonaises qui y opèrent.

La JICA a proposé au comité de gestion des catastrophes de l'ANASE de mener une étude pour évaluer les risques de catastrophes naturelles et élaborer des plans de continuité des activités pour des zones à forte concentration d'industries de la région de l'ANASE. Le comité a officiellement approuvé le plan en avril 2013 et l'étude a commencé dans le cadre d'un projet de coopération avec l'ANASE.

La réalisation de l'étude a permis d'identifier les risques de catastrophes naturelles dans les pays de l'ANASE ainsi que l'état actuel des zones industrielles, des infrastructures logistiques, des éléments vitaux et des chaînes d'approvisionnement. Les informations seront compilées dans une base de données partagée par l'ensemble des régions. Des régions pilotes ont été sélectionnées en Indonésie, aux Philippines et au Vietnam. Les risques de catastrophes naturelles pour les zones à forte concentration d'industries seront évalués dans chaque région et une aide sera apportée pour la création de plans de continuité des activités par zone industrielle. Les résultats de ces activités seront utilisés pour la préparation de lignes directrices sur

l'évaluation des risques de catastrophes naturelles et l'élaboration de plans de continuité des activités par zone industrielle afin que le programme puisse être mené à travers toute la région de l'ANASE.

Pour l'évaluation des risques et les plans de continuité des activités, un comité consultatif constitué d'experts japonais dans ces deux domaines sera établi au Japon. Les experts offriront des avis basés sur leurs connaissances en tant que spécialistes. Un panel constitué de personnalités reconnues dans les pays de l'ANASE fournira des conseils pour la mise en œuvre de l'étude.

L'étude devrait faciliter les mesures visant à minimiser les effets et les pertes économiques dans l'éventualité d'une catastrophe naturelle de grande ampleur dans la région de l'ANASE.



Zone à forte concentration d'industries le long du fleuve Chao Phraya, en Thaïlande.

● Aide au Myanmar

Avec les progrès rapides de la démocratisation au Myanmar, le pays poursuit ses mesures en vue de créer une économie de marché. En dépit de l'intérêt croissant des investisseurs internationaux au Myanmar, de nombreux problèmes persistent, notamment le manque de personnel compétent et l'inadaptation des infrastructures de base. La JICA assure une aide pour (i) l'amélioration de la vie de la population birmane, (ii) la mise à niveau des capacités et l'établissement de systèmes, et (iii) une croissance économique durable.

● Initiatives pour les nouveaux problèmes et les problèmes régionaux

Les pays de l'ANASE doivent faire face à de nouveaux problèmes, comme le vieillissement de la population qui touche aussi le Japon. Ces problèmes modifient la teneur des besoins d'aide en provenance de la JICA. Pour répondre à ces nouveaux besoins, la JICA mène des études afin de déterminer comment étendre son aide. Ces études portent notamment sur les systèmes de sécurité sociale en Indonésie, la réduction des inégalités en Thaïlande et le vieillissement démographique en Malaisie.

De plus, la JICA assure une coopération sur les problèmes régionaux portant sur de nombreux pays. Entre autres exemples, il existe une coopération pour le renforcement des capacités de sécurité maritime, les mesures de cybersécurité, la protection de l'environnement et les mesures de lutte contre le changement climatique.

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

● Indonésie

En 2012, le taux de croissance du PIB réel de l'Indonésie s'est maintenu à un niveau élevé de 6,2 %, proche des 6,5 % de 2011. Avec une population de 240 millions d'habitants, l'Indonésie devient un moteur

important de la croissance économique de la région de l'ANASE. Cependant, les infrastructures ne suivent pas le rythme de la croissance. Cela se traduit par des embouteillages importants, un approvisionnement électrique limité et d'autres problèmes.

Le manque d'infrastructures se fait particulièrement ressentir dans la zone métropolitaine de Jakarta. Face à ce problème, la JICA a créé en coopération avec le gouvernement indonésien « le schéma directeur pour l'établissement d'une zone urbaine prioritaire pour l'investissement et l'industrie dans la région de JABODETABEK ». Le schéma comprend une vision d'avenir et le plan de développement des infrastructures nécessaires à la zone urbaine prioritaire pour 2020. Le schéma a été approuvé au niveau ministériel, par le Japon et l'Indonésie, en octobre 2012. La JICA travaille avec le gouvernement indonésien pour accélérer la formulation et la mise en œuvre des projets listés dans le schéma directeur.

La demande est de plus en plus importante pour les dispositifs faisant appel à l'approche du partenariat public-privé (PPP) comme moyen d'encourager les entreprises du secteur privé à participer au développement des infrastructures. La JICA déploie une coopération globale comprenant une aide pour l'établissement de politiques et règlements appropriés, le renforcement des capacités des pouvoirs publics par la création de projets modèles, et d'autres activités. De plus, la coopération de la JICA comprend un soutien pour répondre aux défis internationaux et régionaux tels que le changement climatique et l'émergence de l'Indonésie en tant que pays donateur.

● Philippines

En dépit du ralentissement de l'économie mondiale, le taux de croissance du PIB réel des Philippines s'est maintenu à un bon niveau en 2012, avec 6,6 %, principalement grâce aux dépenses élevées des ménages et à la croissance du secteur des services. Mais le pays doit encore résoudre de nombreux problèmes qui pourraient devenir des

Étude de cas Philippines Aide en coopération avec un gouvernement local japonais

Préparation de la vision pour le développement urbain de la zone métropolitaine de Cebu en coopération avec Yokohama

La JICA, en coopération avec la ville de Yokohama, a fourni une aide à Metro Cebu, deuxième métropole des Philippines, pour élaborer une vision du développement urbain baptisée « Mega Cebu Vision 2050 ». Cette coopération a été menée en se basant sur l'accord de partenariat global entre la JICA et la ville de Yokohama (octobre 2011) et sur le protocole d'accord entre la ville de Yokohama et la ville de Cebu (mars 2012). La ville de Yokohama a assuré une coopération technique internationale basée sur son expérience en matière de développement urbain (notamment dans le quartier de Minato Mirai) qui a été fortement appréciée par la métropole de Cebu.

Ce projet avait pour caractéristique unique d'adopter une approche dite de « backcasting ». Le *backcasting* consiste à partir d'une vision du développement urbain puis de proposer des projets individuels classés par ordre de priorité et cohérents par rapport à cette vision plutôt que d'adopter la méthode de planification urbaine classique qui accumule des données pour proposer des projets discontinués. Cette approche a permis de formuler rapidement une vision. Cette dernière comprend quatre stratégies de développement portant notamment sur la qualité de vie et les transports. Elle fixe également des objectifs de référence tels qu'un approvisionnement ininterrompu en eau salubre. La JICA va poursuivre la mise en œuvre de projets prioritaires dans des domaines tels que les transports, l'approvisionnement en eau,

l'assainissement et la gestion des déchets solides, à travers l'APD et/ou des PPP. Trois entreprises situées à Yokohama ont déjà commencé des études dans le domaine du traitement des boues, de la gestion des déchets solides et de l'énergie solaire, avec la collaboration du gouvernement japonais et de la JICA dans le cadre d'une politique visant à promouvoir les activités à l'étranger des petites et moyennes entreprises. De plus, en 2012, l'entreprise chargée de la gestion de l'eau à Yokohama, créée par le service des eaux de Yokohama, a apporté une aide au département des eaux de Metro Cebu pour le traitement des eaux, la maintenance des canalisations et d'autres opérations via un projet de coopération technique de la JICA.

Cette collaboration inédite entre la JICA et un gouvernement local japonais a permis de soutenir sous

tous ses aspects le plan d'urbanisme d'un gouvernement local homologué à l'étranger. Cela pourrait constituer un nouveau modèle d'APD par lequel la JICA soutiendrait la politique du gouvernement japonais pour la promotion des activités des collectivités locales à l'étranger.



Les cours d'eau de la ville de Cebu sont gravement pollués à cause de l'inadaptation des systèmes d'assainissement et du manque de sensibilisation des résidents.

obstacles à une croissance durable. On peut notamment citer les inégalités de revenus, le climat peu propice aux investissements étrangers et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles.

La coopération de la JICA aux Philippines se concentre sur les domaines prioritaires suivants : 1) parvenir à une croissance économique durable par la promotion des investissements ; 2) surmonter les vulnérabilités du pays ; et 3) établir la paix à Mindanao.

Les Philippines constituent un nouveau modèle d'APD de la JICA, soutenu par le gouvernement japonais, en appui aux activités des collectivités locales japonaises à l'étranger. En 2011, la JICA et la ville de Yokohama ont signé un accord de partenariat global en vue de résoudre les problèmes posés par l'urbanisation dans les pays en développement. La coopération dans ce domaine a commencé à Metro Cebu, la seconde zone métropolitaine des Philippines [➔ Voir l'étude de cas page 23].

À Mindanao, un conflit opposant le gouvernement à un groupe d'indépendantiste sévit depuis 40 ans. Un accord-cadre pour la paix a été signé en octobre 2012 entre le gouvernement des Philippines et le Front moro islamique de libération (FMIL) sur la création du nouveau gouvernement du Bangsamoro en 2016. La JICA utilisera son expérience dans ce domaine pour soutenir le processus de transition du pouvoir à cette nouvelle entité politique. Les activités comprendront la formation des ministres potentiels et la création de modèles pour le développement de la région.

● Thaïlande

Dans son 11^e plan national de développement économique et social (2012-2016), le gouvernement thaïlandais expose sa vision nationale d'« une société heureuse basée sur l'égalité, l'équité et la résilience ». Le plan comprend des mesures pour atteindre un développement économique et social continu et global. Avec un RNB par habitant de 4 420 USD (en 2011), la Thaïlande a rejoint les rangs des pays à revenu intermédiaire supérieur. Cependant, de nombreux problèmes restent à résoudre pour atteindre un développement économique et social durable : rendre les industries plus compétitives ; prendre des mesures pour faire face au vieillissement démographique ; lutter contre les problèmes environnementaux et le changement climatique ; et venir en aide aux personnes socialement vulnérables. En outre, plusieurs problèmes se posent dans la région de l'ANASE tels que le renforcement de la connectivité de la région et la réduction des inégalités.

Les activités de coopération de la JICA en Thaïlande portent sur trois domaines prioritaires : 1) développer durablement l'économie et faire face aux défis posés par une société en pleine maturation ; 2) répondre aux problèmes communs aux autres pays de l'ANASE ; et 3) promouvoir la coopération vers les pays situés en dehors de la région de l'ANASE.

La JICA propose une aide pour répondre aux problèmes rencontrés par la Thaïlande en tant que pays à revenu intermédiaire supérieur. Par exemple, la JICA met en œuvre plusieurs projets pour le rétablissement des dégâts causés par les graves inondations de 2011, le développement des infrastructures pour le renforcement de la compétitivité, les mesures de lutte contre le changement climatique, la gestion environnementale au niveau provincial, la promotion des PME, et le développement des services de soins pour les personnes âgées.

● Cambodge

Malgré les progrès notables de l'économie du Cambodge, le pays

continue d'accuser un retard par rapport aux autres pays de l'ANASE, avec un RNB par habitant de 830 USD (en 2011) et un taux de pauvreté d'environ 26,1 %.

En amont de l'intégration de l'ANASE, la JICA déploie une aide dans trois domaines prioritaires afin de parvenir à la croissance économique et réduire la pauvreté : établir une fondation économique, promouvoir le développement social et renforcer la gouvernance. L'aide est ciblée sur la construction de la nation, aussi bien d'un point de vue matériel qu'institutionnel.

Les investissements étrangers au Cambodge ont rapidement augmenté ces dernières années. La JICA utilise le Guichet Japon au sein du Conseil du développement du Cambodge pour contribuer à l'amélioration des services aux investisseurs. De plus, un accord de prêt d'APD a été signé en mai 2013 pour le projet d'amélioration de la route nationale n° 5. Cette route est un axe est-ouest majeur au Cambodge et un élément vital du corridor économique méridional qui relie Ho-Chi-Minh-Ville, au Vietnam, à Bangkok, en Thaïlande.

Le gouvernement cambodgien travaille actuellement sur un plan de développement de moyen à long terme. Avec la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et d'autres organisations, la JICA discute avec le gouvernement des moyens de créer des stratégies de développement adaptées.



Un expert fournit des conseils à l'entreprise publique chargée de la gestion de l'eau de Siem Reap.

● Laos

Le PIB du Laos a augmenté avec constance à un taux annuel de près de 8 % et le pays est en bonne voie pour quitter les rangs des pays les moins avancés et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

L'approche de base de la JICA pour sa coopération au Laos est centrée sur la réalisation des OMD et l'édification de fondations aptes à soutenir la croissance économique comme moteur du développement durable et autonome du pays. La JICA concentre sa coopération sur les domaines prioritaires suivants : développer les infrastructures économiques et sociales ; développer l'agriculture et protéger les forêts ; améliorer l'environnement éducatif et développer les ressources humaines ; améliorer les services de santé ; et consolider la gouvernance. Parallèlement à ces priorités, l'aide au Laos reflète aussi les caractéristiques uniques du pays, notamment la nécessité d'enlever les munitions non explosées et d'utiliser les ressources abondantes du pays pour produire de l'énergie.

Les opportunités d'investissement offertes par le Laos font depuis peu l'objet d'une attention accrue. Savannakhet, par exemple, est



Cette ligne de transmission s'étire sur près de 40 km depuis la sous-station de Paksane et traverse Pakkading.



Beaucoup de personnes sont venues passer des tests sanguins dans un temple.

particulièrement attractive et les entreprises japonaises y investissent à cause de sa situation géographique sur le corridor est-ouest reliant le Vietnam, le Laos et la Thaïlande. La JICA assure une coopération sous forme de dons et de prêts pour l'établissement du corridor est-ouest, contribuant ainsi à la création d'un climat propice aux investissements. En 2012, la construction d'une ligne de transmission principale a été achevée grâce à un prêt d'APD, ce qui s'est traduit par un meilleur approvisionnement électrique à Savannakhet.

● Myanmar

La nouvelle administration en place depuis mars 2011 a mis en œuvre des réformes pour la transition vers une économie de marché, la démocratisation et la réconciliation au sein de la population du Myanmar. Le 30 janvier 2013, une mesure d'allègement de la dette, nécessaire à la reprise complète de l'aide au Myanmar, a été prise. Pour soutenir les réformes engagées par le gouvernement du Myanmar, la JICA adopte une politique de coopération économique axée sur trois domaines. Cette

politique implique en premier lieu une aide pour l'amélioration du niveau de vie de la population du Myanmar. Cela comprend une aide aux minorités ethniques, la modernisation des technologies agricoles, l'amélioration des systèmes de santé et la construction d'infrastructures en dehors des grandes villes. Vient ensuite l'aide au renforcement des capacités des personnes jouant des rôles clés dans les activités économiques et à l'établissement des systèmes économiques. L'aide aux réformes économiques appartient à cette catégorie [➔ Voir l'étude de cas page 25]. Elle a pour objectif de contribuer à la création de politiques de réforme économique mettant l'accent sur l'économie et la finance ; le commerce, les investissements et la croissance des PME ; ainsi que sur l'agriculture et le développement rural. Les autres activités dans ce domaine comprennent la modernisation du secteur financier, l'établissement de systèmes juridiques pour encourager les investissements étrangers, et l'utilisation du Centre Myanmar-Japon et des universités pour créer plus d'opportunités d'emploi. De plus, la JICA envoie des conseillers pour l'élaboration des politiques du gouvernement du Myanmar, notamment au ministère de la

Étude de cas Myanmar Aide aux réformes économiques

Soutien aux activités du Myanmar pour les réformes économiques

Au Myanmar, où la nouvelle administration doit faire face à de nombreux problèmes, la JICA soutient le développement des ressources humaines pour faciliter l'application des réformes économiques.

Au Myanmar, où une nouvelle administration a été formée en mars 2011, de nombreuses réformes sont mises en œuvre en vue de démocratiser le pays et d'instaurer une économie basée sur le marché. Cependant, de nombreux problèmes doivent être surmontés. On peut notamment citer le fardeau financier qui pèse sur les entreprises publiques, l'ancienneté des institutions financières, des systèmes d'importation et d'exportation qui entravent le commerce, et un secteur agricole qui doit être modernisé.

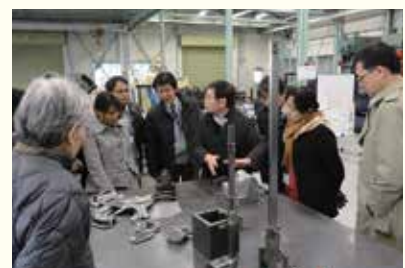
La JICA a commencé durant l'exercice 2011 un programme de réforme économique dans le cadre de son soutien aux réformes économiques du Myanmar. Le programme repose sur trois piliers : l'économie et la finance ; le commerce, les investissements et la croissance des PME ; et l'agriculture et le développement rural. L'objectif est de transmettre aux responsables gouvernementaux du Myanmar et aux acteurs du secteur privé les connaissances nécessaires aux activités de

développement économique.

Durant l'exercice 2011, 30 responsables gouvernementaux sont venus au Japon pour suivre une formation et 31 ont suivi leur exemple en 2012. Les cours portaient sur la croissance économique en s'appuyant sur les exemples du Japon ou d'autres pays asiatiques. Les stagiaires ont visité des ministères et agences gouvernementales, des collectivités locales et des entreprises où ils ont eu l'occasion d'échanger leurs vues. Toutes les activités ont été sélectionnées pour renforcer la capacité des participants à mener le développement économique au Myanmar. Le programme de réforme économique à venir prévoit une aide qui permettra au Myanmar de progresser régulièrement dans la voie de la réforme. Les projets porteront notamment sur le développement des ressources humaines, les activités de recherche conjointe avec des chercheurs japonais et birmanes, et d'autres activités répondant à des problèmes

spécifiques liés aux trois piliers.

Parallèlement au programme de réforme économique, la JICA organise diverses formations et dépêche des experts pour éduquer les jeunes qui joueront un rôle clé dans la construction du pays. Ces activités devraient contribuer au développement économique du Myanmar ainsi qu'au renforcement de ses liens avec le Japon.



Des participants au programme de formation du Myanmar visitent une usine au Japon.

Planification nationale et du développement économique. Le troisième volet de l'aide porte sur le développement des infrastructures et des systèmes liés nécessaires à un développement économique durable. Cela comprend le développement de la zone métropolitaine de Rangoun, la modernisation des systèmes de transport et de télécommunications et l'amélioration de l'approvisionnement électrique.

En janvier 2013, la JICA a envoyé ses premiers volontaires seniors (dans le domaine des soins médicaux) au Myanmar. Une aide supplémentaire est attendue dans le cadre du programme des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger dans de nombreux domaines, dont la culture et les sports.

● Vietnam

Depuis la reprise de l'APD au Vietnam à la fin de l'année 1992, le Japon a toujours été la première source d'APD du pays. En janvier 2013, Shinzo Abe a choisi le Vietnam pour son premier voyage officiel en tant que premier ministre. Les dirigeants des deux pays se sont accordés pour développer un « partenariat stratégique » et renforcer la coopération. Aujourd'hui, le Vietnam attire l'attention en tant que lieu de fabrication, mais aussi pour son marché de consommateurs, et de nombreuses entreprises japonaises sont implantées dans ce pays ou y démarrent une activité. De plus, les relations de coopération mutuelle entre les universités, les collectivités locales, les ONG et les autres organisations sont de plus en plus fortes. Ainsi, la relation entre le Japon et le Vietnam progresse sur plusieurs niveaux.

Dans le cadre de son programme national, le Vietnam s'est fixé pour objectif principal de devenir un pays industrialisé d'ici 2020. Le nouveau stade de développement qu'il a atteint lui permet d'espérer devenir bientôt un pays développé. Trois éléments seront décisifs pour y parvenir : le développement institutionnel, le développement des ressources humaines et celui des infrastructures. Pour la JICA, la période qui s'étend jusqu'en 2018, lorsque les taxes douanières seront annulées dans le cadre de l'intégration économique de l'ANASE, sera critique pour le Vietnam. C'est pourquoi la JICA assure une aide sur plusieurs niveaux centrée sur l'« accélération de la croissance et le renforcement de la compétitivité », la « lutte contre les vulnérabilités pour un développement inclusif » et la « bonne gouvernance ». En 2012, la JICA a poursuivi sa coopération pour le développement des ressources humaines dans les transports, l'électricité et d'autres projets d'infrastructure économique. De plus, la JICA déploie une coopération portant sur les réformes des entreprises d'État en vue de renforcer l'économie de marché et pour la rédaction des amendements constitutionnels indispensables à la bonne gouvernance du pays. À travers ces activités, la JICA met en œuvre une coopération rapide et globale pour faire face aux nouveaux défis rencontrés par le Vietnam.

● Timor-Est

Le Timor-Est a célébré le 10^e anniversaire de son indépendance en mai 2012. En août de la même année, le cinquième gouvernement a été formé après la tenue d'élections générales. La mission de l'ONU a quitté le pays en décembre 2012, signe que la paix était établie dans le pays. Le Timor-Est, en passe de devenir complètement autonome, se trouve maintenant dans une phase critique de son processus de développement.

Il existe actuellement plusieurs priorités au Timor-Est ; le développement d'industries dominantes pour réduire la dépendance excessive par rapport aux revenus pétroliers, la création d'opportunités d'emploi et le développement des ressources humaines afin d'atteindre

ces objectifs. Pour faire face à ces problèmes, la JICA a mis au point trois programmes de coopération sur : la création d'une fondation pour la promotion des activités économiques, l'agriculture et le développement rural, et le renforcement des capacités du gouvernement et du secteur public.

En 2012, dans le cadre des événements commémoratifs du 10^e anniversaire des relations diplomatiques entre le Japon et le Timor-Est, le Groupe Osaka Gas, l'Université nationale du Timor-Est (UNTL) et la JICA ont convenu de mener un programme conjoint de développement des ressources humaines. Un accord officiel a été signé en septembre 2012.

● Malaisie

En mars 2010, le gouvernement de la Malaisie a annoncé un nouveau modèle économique et aujourd'hui, il redouble d'efforts pour rejoindre les rangs des pays développés (dont le RNB se situe entre 15 000 et 20 000 USD) d'ici 2020. Plusieurs problèmes doivent être résolus afin de réaliser cet objectif : parvenir à une économie à forte valeur ajoutée ; harmoniser le développement et la protection environnementale ; assurer l'égalité des chances face à l'éducation et au travail ; et protéger les personnes socialement vulnérables.

La coopération de la JICA en Malaisie se concentre sur les trois domaines prioritaires suivants : 1) soutenir un développement équilibré vers le statut de pays à haut revenu ; 2) résoudre les problèmes communs de la région Asie de l'Est ; et 3) mettre en œuvre le partenariat de développement Japon-Malaisie au-delà de la région Asie de l'Est.

La JICA mène des projets dans les domaines suivants : le développement de ressources humaines industrielles disposant de hautes compétences technologiques, l'enseignement supérieur pour l'utilisation des hautes technologies scientifiques, le développement des infrastructures, la protection des personnes socialement vulnérables (aide aux personnes handicapées), et la coopération pour la protection de l'environnement, notamment pour les mesures de lutte contre le changement climatique. La JICA participe également à la résolution des problèmes régionaux pour l'amélioration de la connectivité de l'ANASE dans le domaine des douanes et de la sécurité maritime, ainsi qu'à la coopération Sud-Sud entre l'ANASE et les pays africains et islamiques.

● Singapour

Singapour, qui s'est « affranchi » de l'APD de la JICA depuis l'exercice 1998, et le Japon coopèrent en tant que partenaires pour assurer 10 à 15 sessions de formation par an, principalement pour d'autres pays de l'ANASE dans le cadre du programme de partenariat Japon-Singapour (JSPP), lancé en 1994. Depuis lors et jusqu'à l'exercice 2012, 326 sessions de cours ont été organisées pour 5 650 participants issus de 93 pays. Les cours dispensés dans le cadre du JSPP touchent de nombreux domaines. Par exemple, un programme de formation portant sur les opérations douanières a commencé au Myanmar, en plein processus de démocratisation et de libéralisation économique, lors de l'exercice 2012.